

Bordeaux, le 2 avril 2026

Déplacement du Premier Ministre à Bordeaux sur l'insécurité : le Gouvernement ouvrirait-il enfin les yeux ?

Ce jeudi 2 avril, le Premier ministre Sébastien Lecornu, entouré de Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, et de Laurent Nunez, ministre de l'Intérieur, a réuni **15 maires girondins** à l'Hôtel de Ville de Bordeaux et les a invités à s'exprimer sur les **questions d'insécurité**.

Si l'on ne peut s'empêcher de penser que **ce déplacement relève d'une posture politicienne** puisque Bordeaux est l'une des rares villes de France conquises par les macronistes, il n'en reste pas moins qu'il a eu une vertu : caresser l'espoir que le bloc central a enfin décidé de s'attaquer à l'insécurité qui dégrade le quotidien des citoyens. Au fil des interventions, **il est apparu que le Rassemblement National est en phase avec les préoccupations des maires** et que tous, y compris au sein des élus de gauche, reconnaissent une **augmentation significative de l'insécurité** qui gangrène nos villes et nos campagnes.

Depuis l'**arrivée massive des députés RN à l'Assemblée nationale**, nous avons par exemple déposé des **propositions de loi** visant à :

- Lutter contre le squat dans les propriétés privées (en novembre 2022).
- Instituer une présomption de légitime défense pour les membres des forces de l'ordre (en novembre 2022 et en décembre 2024).
- Instaurer des peines planchers pour certains crimes et délits (en septembre 2024).
- Lutter plus efficacement contre les campements illégaux de gens du voyage (en octobre 2024).
- Lutter efficacement contre les rodéos motorisés sauvages (en octobre 2024).

Dès lors, j'ai indiqué au Premier ministre que **je regrettais que tant de temps ait été perdu**. Aussi, j'ai déploré que le projet de loi « Ripost » ne mentionne pas **une des causes essentielles de l'insécurité, à savoir l'immigration**, alors que **72 % des Français** reconnaissent clairement le lien entre ces deux éléments.

Finalement, les réponses apportées par les ministres n'ont été exposées qu'en l'espace de quelques minutes, et le Premier ministre a simplement conclu qu'il ferait « bon usage » de ces déclarations. **Un déplacement qui n'est pas sans rappeler les superfétatoires « Grands débats »**, qui n'ont engendré rien d'autre que des **grandes illusions**.



Edwige DIAZ

Députée de la Gironde

Commissaire aux Finances

Vice-Présidente du Rassemblement National